



Association AGIR VAL D'ALBRET
RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31/12/2023

Association AGIR VAL D'ALBRET
35 RUE LARRIBERE
47600 NERAC

Ce rapport contient 24 pages



FIDUCIE CONSULTANTS AUDIT : 16 AVENUE CHARLES DE GAULLE ESPACE DE BALMA LOT N°14 ET 15 - 31 130 BALMA
Société de Commissaires aux Comptes – Membre de la Compagnie Régionale de Toulouse
Société à Responsabilité Limitée au capital de 10 000 € - RCS Toulouse 798 329 223 - SIRET 798 329 223 000 27
Tel : 05 61 00 61 89 - Fax : 05 61 39 18 22 - Email : audit@fiducie.fr
Page web : <http://www.fiducie.fr/>

Aux Membres de l'association AGIR VAL D'ALBRET,

I- OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association AGIR VAL D'ALBRET relatifs à l'exercice clos le 31/12/2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II-FONDEMENT DE L'OPINION

a) Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

b) Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 la date d'émission de notre rapport.

III- OBSERVATION

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note 1.1.4 – « Evénement post clôture » de l'annexe des comptes annuels concernant la décision d'abandonner le projet « épicerie pauvreté ».

IV- JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

V- VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et celui sur la situation financière et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

VI- RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

VII- RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

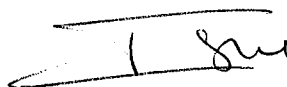
- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à

poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

BALMA, le 23/05/2024

LE COMMISSAIRE AUX COMPTES
FIDUCIE CONSULTANTS AUDIT



Isabelle POSTEL

AGIR VAL D'ALBRET

Actif		Au 31/12/2023			Au 31/12/2022
		Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	TOTAL				
	Immobilisations corporelles				
	Terrains	198 627	36 181	162 445	160 180
Actif circulant	Constructions	652 639	457 114	195 524	231 324
	Inst. techniques, mat.out.industriels	621 409	455 674	165 734	222 817
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	TOTAL	1 472 675	948 971	523 704	614 321
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
	Immobilisations financières				
	Participations et créances rattachées	150		150	150
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres	2 776		2 776	1 276
	TOTAL	2 926		2 926	1 426
	Total I	1 475 601	948 971	526 630	615 747
Actif circulant	Stocks et en cours	7 253		7 253	1 026
	Créances				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	85 537	2 160	83 377	73 268
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres	237 626		237 626	201 389
	TOTAL	323 164	2 160	321 004	274 658
	Divers				
	Valeurs mobilières de placement				
	Instruments de trésorerie				
	Disponibilités	611 670		611 670	453 763
	Charges constatées d'avance ⁽⁴⁾	468		468	7 978
	Total II	942 557	2 160	940 397	737 426
	Frais d'émission des emprunts III				
	Primes de remboursement des emprunts IV				
	Ecart de conversion Actif V				
	TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)	2 418 159	951 131	1 467 027	1 353 174
Renvois	(1) Dont droit au bail				
	(2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières				
	(3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)				

FIDUCIE CONSULTANTS AUDIT
Commissaire aux comptes

AGIR VAL D'ALBRET

Passif		Au 31/12/2023	Au 31/12/2022
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	319 247	319 247
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	24 375	30 000
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau	461 525	441 572
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	-1 847	19 952
	Situation nette (sous-total)	803 300	810 773
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	205 331	243 459
	Provisions réglementées		
	Total I	1 008 631	1 054 232
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
	Total I bis		
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés		
	Total II		
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	50 000	
	Total III	50 000	
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾	153 312	180 864
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	69 768	39 058
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	185 314	79 019
	Autres dettes		
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance		
	Total IV	408 395	298 941
	Écart de conversion Passif V		
	TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)	1 467 027	1 353 174
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		

FIDUCIE CONSULTANTS AUDIT
Commissaire aux comptes

AGIR VAL D'ALBRET

		Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois	Du 01/01/2022 Au 31/12/2022 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations		
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens		
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	Ventes de prestations de service	864 019	833 094
	<i>dont parrainages</i>		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	1 121 960	1 013 416
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
Charges d'exploitation	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	114 949	129 234
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	131	13
	TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION :	2 101 061	1 975 758
	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes (1)	498 014	478 256
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	45 047	45 222
	Salaires et traitements	1 306 994	1 248 118
	Charges sociales	129 475	124 196
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	114 740	127 819
	Dotations aux provisions	2 160	
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	119	14
	TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION :	2 096 552	2 023 628
1. Résultat d'exploitation (I-II)		4 508	-47 870

FIDUCIE CONSULTANTS AUDIT
Commissaire aux comptes

AGIR VAL D'ALBRET

		Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois	Du 01/01/2022 Au 31/12/2022 12 mois
Produits financiers	De participations		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	3 861	963
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III		3 861	963
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées	3 316	3 556
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV		3 316	3 556
2. Résultat financier (III-IV)		545	-2 593
3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)		5 053	-50 463
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion	8 187	15 141
	Sur opérations en capital	38 128	47 638
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		30 000
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V	46 316	92 779
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion	2 618	2 612
	Sur opérations en capital	599	19 750
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	50 000	
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI	53 217	22 362
4. Résultat exceptionnel (V-VI)		-6 901	70 416
Participation des salariés aux résultats VII			
Impôts sur les bénéfices VIII			
Total des produits (I + III + V)		2 151 239	2 069 501
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		2 153 086	2 049 548
EXCÉDENT OU DÉFICIT		-1 847	19 952
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature		FIDUCIE CONSULTANTS AUDIT Commissaire aux comptes	
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
Total			
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature			
Personnel bénévole			
Total			

1 Principes et méthodes comptables

Le règlement ANC 2018-06 s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020.

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 modifié par le règlement ANC 2020-08 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

1.1.1 Objet social

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

Cette Association a pour but de favoriser l'insertion sociale et professionnelle des publics en difficulté (chômeurs de longue durée, bénéficiaires des minimas sociaux, jeunes en difficulté et toutes personnes exclues du marché du travail) et de mener des actions sous forme de chantiers d'insertion (A.C.I.) conformément aux orientations définies par le Programme Départemental de l'Insertion par l'activité Economique (PDIAE) retenu par le Lot et Garonne.

Les activités de l'Association s'exerceront dans le cadre de conventions, de marchés, et d'engagements contractuels pris auprès des collectivités territoriales (Conseil Général, Conseil Régional, Communautés de Communes, Mairies, etc...) ou de tout dispositif d'insertion territorialisé.

Les organes statutairement compétents de notre entité ont fixés différents objectifs pour réaliser l'objet social. Ces objectifs constituent le « projet de notre entité » pour lequel des réserves sont constituées le cas échéant dans nos fonds propres.

1.1.2 Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

L'Association intervient partout où elle sera autorisée par la loi et les règlements. En 2023, Agir Val d'Albret est intervenu sur le département Lot et Garonne et majoritairement sur la Communauté des Communes de l'Albret.

La nature des activités ou missions sociales réalisées durant l'exercice peut être résumée ainsi :

- Réalisation de chantiers d'insertion en Environnement, Rénovation de Patrimoine, Nettoyage et de Peinture.
- Réalisation d'action d'accompagnements socio-professionnels pour l'ensemble de nos salariés en insertion

FIDUCIE CONSULTANTS AUDIT
Commissaire aux comptes

1.1.3 Description des moyens mis en œuvre

Les principaux moyens mis en œuvre par notre entité afin de réaliser les activités décrites au paragraphe précédent sont les suivants :

Investissements 2023 :

- 1 sèche-linge semi-professionnel
- 3 tondeuses
- 2 PC
- 1 climatisation à 4 splits

Ressources humaines :

Recrutement d'un agent d'accueil à temps partiel en Janvier 2023.

Autres moyens/dépenses engagées

- a. Formation : le nombre d'heures de formation en lien avec les activités de l'entité s'est élevé à 3784.5 heures, 108 stagiaires sur ces actions de formation (60 salariés concernés, car certains ont suivi plusieurs formations). à comparer à 5227.5 heures au titre de l'exercice précédent.

Il y a également eu 156 ateliers (accompagnement et production).

- b. Entretien général/dépense de fonctionnement : voir bilan

FIDUCIE CONSULTANTS AUDIT
Commissaire aux comptes

1.1.4 Faits caractéristiques d'importance significative de l'exercice

L'exercice a été caractérisé par le/les faits d'importance significative suivants :

Néant.

Evénements post-clôture

Suite à nos divers échanges avec l'état, il a été décidé de changer le mode de financement du projet « épicerie Pauvreté ». Cette décision impacte l'équilibre du premier budget initial. Par conséquent, le conseil d'administration de l'association a décidé d'abandonner le projet afin de maintenir leur équilibre financier. Sur l'exercice 2022, l'association a perçu deux subventions d'investissement qui ont été maintenues dans les fonds propres au 31/12. Suite à la décision prise par le conseil d'administration, les formalités liées à l'inexécution des conventions sont en cours.

Dispositif local d'Accompagnement en cours sur 2023-2024.

Puis, dans le cadre de ce projet d'épicerie solidaire, l'association a loué un local et entrepris des travaux. Par conséquent, l'association a interrompu les travaux et a contacté le propriétaire pour discuter de la résiliation du bail. Compte tenu des impacts financiers significatifs, l'association s'est activement mise en quête d'un repreneur. À la fin de l'année 2023, un repreneur a été trouvé. Les négociations se sont conclues en 2024, entraînant un risque financier de 50 000 €. Ce risque a été provisionné dans les comptes arrêtés au 31/12/2023.

FIDUCIE CONSULTANTS AUDIT
Commissaire aux comptes

2 Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat

2.1 Actif immobilisé

À leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés

FIDUCIE CONSULTANTS AUDIT
Commissaire aux comptes

2.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Immobilisations	Valeur brut début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)		Valeur brute fin (D)
			Sorties	Virements	
Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	-	-	-	-
Immobilisations corporelles	Terrains	194 039	4 588	-	198 627
	Constructions	652 640	-	-	652 640
	Install. Tech., mat., outillage	248 898	3 866	5 359	247 405
	Install. générales, ag. Am. divers	6 980	14 071	-	21 051
	Matériel de transport	325 643	-	-	325 643
	Mat bur., informatique, mobilier	25 112	2 198	-	27 310
	Immo. Corp. En cours	-	-	-	-
	Avances et acomptes	-	-	-	-
	Total III	1 453 312	24 723	5 359	1 472 676
Immobilisations financières	Participations	150	-	-	150
	Créances rattachées à des part.	-	-	-	-
	Autres titres immobilisés	-	-	-	-
	Prêts et autres immo. financières	1 276	1500	-	2 776
	Total IV	1 426	1 500	-	2 926
Total général		1 454 738	26 223	5 359	1 475 602

FIDUCIE CONSULTANTS AUDIT
Commissaire aux comptes

2.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

	Immobilisations	Amortissements début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Amortissements fin (D)
Amortissements incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	-	-	-	-
Amortissements corporelles	Terrains	33 859	2 323	-	36 182
	Constructions	421 316	35 799	-	457 115
	Install. Tech., mat., outillage	167 704	31 442	4 759	194 387
	Install. générales, ag. Am. divers	1 090	2 648	-	3 738
	Matériel de transport	195 108	38 878	-	233 986
	Mat bur., informatique, mobilier	19 914	3 650	-	23 564
	Immo. Grevées de droits	-	-	-	-
	Total III	838 990	114 740	4 759	948 971
	Total général	838 990	114 740	4 759	948 971

FIDUCIE CONSULTANTS AUDIT
Commissaire aux comptes

2.1.3 Dépréciations de l'actif immobilisé

Montant début	Montant début	Augmentations	Diminutions	Montant fin
Immobilisations incorporelles	-	-	-	-
Immobilisations corporelles	-	-	-	-
Immobilisations financières	-	-	-	-
TOTAL	-	-	-	-

2.1.4 Amortissements et dépréciations - État de rapprochement entre ouverture et clôture

Amortissement et dépréciation	Début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Fin de l'exercice
		Amortissement	Dépréciation	Amortissement	Dépréciation	
Incorporelles	-	-	-	-	-	-
Corporelles	838 990	114 740	-	4 759	-	948 971
TOTAL	838 990	114 740	-	4 759	-	948 971

FIDUCIE CONSULTANTS AUDIT
Commissaire aux comptes

2.2 Actif circulant

2.2.1 État des stocks

Catégorie de stocks appropriés à notre entité	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Matières premières et approvisionnements	7 253		7 253
En cours de production de biens			
En cours de production de services			
Produits intermédiaires			
Produits finis			
Marchandises			
TOTAL	7 253		7 253

2.2.2 Actif circulant / dépréciations

FIDUCIE CONSULTANTS AUDIT
Commissaire aux comptes

Rubriques	Situations et mouvements			
	(A) Dépréciations au début de l'exercice	(B) Augmentations : dotations de l'exercice	(C) Diminutions : reprises de l'exercice	(D) Dépréciations à la fin de l'exercice
Stocks	-	-	-	-
Usagers	-	2 160	-	2 160
Autres	-	-	-	-
TOTAL	-	2 160	-	2 160

2.2.3 Produits à recevoir

DDVS à recevoir	26 783
ASP aide aux postes à recevoir	914
DP 47 à recevoir	15 850
Remboursement OPCO à recevoir	30 615
TOTAL	74 162

2.3 Fonds propres

Libellés	Solde début	Augmentation	Diminution	Solde fin
Fonds associatifs sans droit de reprise	30 000		5 623	24 375
Fonds associatifs sans droit de reprise	319 247			319 247
- Première situation nette établie				
- Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés				
- Dotations non compatibles				
- Autres fonds sans droit de reprise				
- Report à Nouveau	441 572	19 953		461 525
- Excédent ou déficit	19 953	- 1 847	19 953	-1 847
- Subvention d'investissement	243 460	50 953	84 706	205 331
TOTAL	1 054 233	69 059	104 659	1 008 631

FIDUCIE CONSULTANTS AUDIT
Commissaire aux comptes

2.4 Etat des provisions pour risques et charges

Libellés	Solde début	Augmentation	Diminution	Solde fin
Provision pour risques	0	50 000	0	50 000
Provision pour charges	0	0	0	0
TOTAL	0	50 000	0	50 000

Dans le cadre du projet d'épicerie solidaire, l'association a pris un local en location, et a effectué des travaux. Le projet d'épicerie solidaire a été abandonné en 2023, un repreneur pour le local a été trouvé, les négociations de remise en état des locaux ont abouties à une indemnité à verser au locataire repreneur de 50 000€.

2.5 État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice

ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut	À 1 an au plus	À plus d'un an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations	-		
	Prêts	-		
	Autres	-		
DE L'ACTIF CIRCULANT	Créances Clients et Comptes rattachés	83 378	83 378	
	Autres	237 627	237 627	
Charges constatées d'avance		469	469	
TOTAL		321 474	321 474	

FIDUCIE CONSULTANTS AUDIT Commissaire aux comptes

ÉTAT DES DETTES		Montant brut	A 1 an au plus	A + d'1 an et 5 ans au +	A + de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles		-			
Autres emprunts obligataires		-			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	à 1 an maximum à l'origine	153 313	28 011	91 056	34 246
	à plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers		-			
Fournisseurs et comptes rattachés		69 769	69 769		
Dettes fiscales et sociales		185 314	185 314		
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés		-			
Autres dettes		-			
Produits constatés d'avance		-			
TOTAL		408 395	283 095	91 056	34 246

Emprunts souscrits en cours d'exercice

Emprunts remboursés en cours d'exercice

27 551

2.5.1 Charges à payer

Salaires et charges sociales	42 177
Impôts et taxes	17 797
Factures non parvenues	4 376
TOTAL	64 350

FIDUCIE CONSULTANTS AUDIT
Commissaire aux comptes

3 Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan

3.1 Engagements financiers donnés et reçus

Engagements financiers donnés :

- Emprunt 164900 pour un montant initial de 150 k€ : Hypothèque de rang 1 en pleine propriété de 150 k€, sur l'immeuble sis 35, Rue de Laribère 47600 Nérac appartenant à AGIR VAL D'ALBRET représentée par Emmanuel Raffin agissant en qualité de responsable entreprise,
- Emprunt 164160 pour un montant initial de 14 k€ : aucunes garanties

FIDUCIE CONSULTANTS AUDIT
Commissaire aux comptes

4 Autres informations relatives aux postes de subventions

4.1 Subventions obtenues

ORGANISMES	MOTIF	MONTANT
PARIE REGION	Travaux de construction	80 000 €
DEPARTEMENT	Travaux de construction	15 000 €
MSA	Travaux de construction	20 000 €
FDI	Travaux de construction	10 000 €
FAPE	Travaux de construction	8 000 €
REGION	Travaux de construction	28 606 €
REGION	Investissement clim+outils tailles	3 701 €
FDI	Garage ménage	6 000 €
VEDIA	Garage ménage	10 000 €
REGION	Garage ménage	14 327 €
MSA	Garage ménage	8 000 €
REGION	Véhicules Doblo	24 608 €
FDI	Véhicules	10 000 €
FAI	Véhicules	8 800 €
MSA	Véhicules	5 000 €
REGION	Matériels	25 922 €
FDI	Matériel pour Peinture	24 845 €
REGION	Véhicule pour Peinture	20 328 €
FAI	Div Matériels Electriques	15 000 €
APP	Pauvreté Epicerie	70 000 €
ANDES	Aides aux premiers investissements Epicerie	15 000 €

FIDUCIE CONSULTANTS AUDIT
Commissaire aux comptes

4.2 Information sur les montants des concours publics reçus

Autorité administratives	Nature de concours	Montant des concours publics reçus
Département	Postes CDDI RSA	70 047.50
Département	Postes CDDI RSA	161 011.16
Etat	ASP contrat aidés hors IAE	8 210.86
Etat	ASP aide aux postes CDDI	833 490.53
Etat	ASP aide aux postes CDDI modulation	49 200.62

FIDUCIE CONSULTANTS AUDIT
Commissaire aux comptes

5. Informations relatives au personnel

5.1 Indemnités de fin de carrière

Ayant une population jeune, notre entité n'a pas provisionné d'indemnités de départ à la retraite

5.2 Contributions volontaires en nature

Il a été décidé de comptabiliser les contributions volontaires en nature, en ce qui concerne l'exercice aucune contribution n'a été relevé.

5.3 Rémunération des 3 plus haut cadre dirigeants bénévoles et salariés

L'association Agir Val d'Albret emploi un seul cadre, il n'est pas nécessaire que l'information soit donnée de façon individuelle pour chaque salarié concerné. L'association décide de ne pas dévoiler la rémunération d'une seule personne.

5.4 Informations relatives à l'effectif

L'effectif moyen salarié de l'entité se décompose ainsi, par catégorie.

	Personnel salarié
Permanents	15
CDDI	135
Effectif temps plein annuel	59,42

FIDUCIE CONSULTANTS AUDIT
Commissaire aux comptes